

LE « BOLIVAR » DU HONDURAS S'APPELLE FRANCISCO MORAZÁN !

HÉLÈNE ROUX

En toile de fond du coup d'État militaire au Honduras, les médias ont mis en avant le virage à gauche du président Zelaya qui, de libéral modéré, s'est converti en adepte du président vénézuélien Hugo Chávez. Étant entendu que ce dernier est un « rouge », le panorama était clair, pour la grande presse, qui pense encore selon les schémas de la guerre froide. Une fois de plus il fut question de lutte contre le communisme. Peu se sont pourtant intéressés à la situation locale et aux motivations qui ont poussé les putschistes à engager un processus qui, de la manière dont il a été mené, ne convient ni au gouvernement des États-Unis ni à l'Union européenne. Leur problème en effet n'est pas la personne du président déchu, mais celui de la montée en puissance d'un mouvement social extrêmement vivace qui s'élève avec de plus en plus de force contre leurs intérêts.

« Seul le peuple sauve le peuple ! »

C'est le slogan que scandent les laissés-pour-compte de l'opinion publique internationale. Il ponctue les communiqués du « Front de résistance au coup d'État » qui a réussi à souder dans le refus de la dictature et l'exigence d'une « vraie démocratie » tant les partisans de Zelaya que ceux qui, durant son mandat, se montraient critiques à son égard. Aujourd'hui, plus que la demande du retour du président déposé, c'est l'exigence du maintien de l'installation de la « quatrième urne » (le projet d'assemblée constituante) qui transparait dans les discours des organisations sociales et quoi qu'il advienne, rien ne sera plus jamais comme avant dans ce pays, tellement méconnu qu'hormis les Honduriens, presque personne ne sait qu'il a vu naître l'homme qui fut – excusez

* JOURNALISTE INDÉPENDANTE. A travaillé en Amérique centrale et au Mexique depuis la fin des années 1980. Actuellement doctorante à l'IEDES, Paris 1. Ses recherches portent sur les implications en matière de politiques de développement du phénomène de reconcentration agraire au Nicaragua.

du peu! – président du Guatemala (1829), du Honduras (1827-1830) de la République Fédérale d'Amérique centrale (1830-1834 puis 1835-1839), du Salvador (1839-1840) et du Costa Rica (1840). Ce général, considéré comme un chef militaire hors pair, héros de l'indépendance centraméricaine, s'appelait Francisco Morazán (1792-1842).

C'est peu dire qu'au Honduras la collusion entre les médias, le monde des affaires, les militaires et la classe politique est étroite. À l'instar de l'ancien président Carlos Flores Facussé (PL)¹, propriétaire du quotidien *La Tribuna*, tous les patrons des grands médias sans exception sont des personnalités influentes au sein des deux principaux partis (libéral et nationaliste) qui se relaient au pouvoir depuis toujours, exception faite des différents épisodes militaires, qui si on les additionne totalisent 16 ans de l'histoire récente du pays².

Dans les milieux d'affaires du Honduras, il est courant d'acheter des journalistes pour obtenir une information favorable... pratique connue au Honduras sous l'appellation de « presse tarifée ». Rechigner à se plier à cette loi non écrite peut entraîner de lourdes conséquences : plusieurs journalistes ont payé cher leurs vellétés d'indépendance. Malgré tout, la lutte pour la liberté d'expression continue d'être arborée à la face du pouvoir par diverses associations de journalistes. Ainsi après l'ouragan Mitch en 1998, certaines ont assumé un rôle non négligeable au sein du forum citoyen qui s'était constitué pour alerter la société sur les risques de dérives autoritaires et centralisatrices du gouvernement de l'époque (PL).

En plus de subir les pressions de leur direction, depuis le coup d'État, plusieurs journalistes se sont également retrouvés victimes des opinions politiques affichées par leurs patrons. Identifiés au média pour lequel ils travaillent (souvent pour un maigre salaire), ils ont été pris à partie par les manifestants opposés au putsch.

10

¹ Parti Libéral traditionnellement opposé au Parti Nationaliste (PN).

² De 1956 à 1957, de 1963 à 1971 puis de 1972 à 1982, le Honduras a été sous la coupe de gouvernements militaires, issus de coups d'État qui ont imposé la doctrine dite de « sécurité nationale » comme méthode de gouvernement. Il est intéressant de noter que certains présidents élus postérieurement ont fait leurs premiers pas en politique au sein de ces gouvernements, tel Leonardo Callejas (PN) qui a été par deux fois ministre des Ressources naturelles, un portefeuille important dans un pays qui tire une part importante de ses revenus de l'exploitation minière et forestière.

De tels incidents s'ils sont condamnables, ont cependant été montés en épingle pour mettre l'accent sur le caractère antidémocratique des partisans du retour du président Zelaya. Images violentes que nombre de médias européens ont repris et fait contraster avec les images de foules vêtues de blanc, acclamant le gouvernement *de facto*. En revanche, sur les radios communautaires, notamment celles couvrant la région industrielle de San Pedro Sula, où se concentre la majorité de l'activité des entreprises *maquiladoras*, de nombreux témoignages dénonçaient les menaces de licenciements proférées contre les employés qui refuseraient de participer aux « marches blanches pour la paix et la démocratie ». Dans le département rural d'Olancho au centre du pays, c'est le recrutement forcé de jeunes par les militaires qui semait l'inquiétude parmi la population... Occultées par les médias nationaux, aucune de ces informations, pourtant vérifiables, n'a retenu l'attention de la presse internationale.

Il n'est donc pas inutile de s'attarder sur le profil des propriétaires des principaux quotidiens du Honduras (*El Heraldo, La Prensa, la Tribuna, Tiempo*) et du réseau de chaînes privées *Televiscentro*. Celui ci explique en grande partie des choix éditoriaux qui, tant au niveau national, qu'international, ont entretenu la confusion sur la nature des événements et sur leurs véritables enjeux.

En 2006, commentant une étude réalisée par la fondation allemande *Friedrich Ebert* sur les groupes de pouvoir en Amérique centrale, la journaliste hondurienne Thelma Mejia décrit de la manière suivante les pratiques de l'oligarchie locale : « Les entrepreneurs de la communauté d'origine arabe Miguel Facussé Barjum, investisseur et patron dans l'agro industrie, son gendre Fredy Nasser, Schucry Kafie, magnat de l'énergie thermique, et le banquier, industriel et commerçant Jaime Rosenthal sont les personnes les plus puissantes du Honduras. Nasser et Kafie contrôlent l'empire de l'énergie thermique et les ramifications des affaires du premier s'étendent à la concession des principaux aéroports du pays, ainsi qu'à des actions dans des compagnies téléphoniques, au Guatemala entre autres. L'entrepreneur d'origine cubaine José Lamas est le suivant en importance dans cette lignée de groupes économiques. Outre l'exploitation du bois, il possède des actions dans le domaine des banques et des carburants. Du côté des médias, dont l'influence s'est renforcée au début des années 90, les plus notables sont les entrepreneurs Rafael Ferrari [Televiscentro, Emisoras Unidas, HRN], Carlos Flores Facussé [PL-quotidien *La Tribuna*], ex-président du pays (1998-2002) et neveu de Miguel Facussé, et Jorge Canahuati Larach [PN-*El Heraldo, La Prensa*].

Selon le prêtre jésuite Ismael Moreno ³, ces groupes ont des relations entre eux et au sein du système politique hondurien où leur ingérence est très forte, au point d'affirmer qu'ils installent des gouvernants au pouvoir, dictent les priorités de l'information dans les médias et sont les principaux financeurs des campagnes politiques.

« La présence de ces patronymes, les uns au parlement, les autres au sein du pouvoir exécutif, n'est pas le fruit du hasard. Ils savent comment intervenir, demander et réclamer. L'État semble être à leur merci et les gouvernements sont l'instrument pour obtenir pouvoir et profits. [...] Un assesseur de la présidence qui a demandé que son nom ne soit pas révélé pour des raisons de sécurité a déclaré à IPS que "ces groupes sont insatiables, ils demandent toujours plus. Il y a deux mois, lors d'une réunion avec le président Manuel Zelaya, ils lui ont dit que dans les années 80, les consultations concernant les décisions politiques fondamentales pour le pays se faisaient dans les casernes militaires mais que désormais, eux les entrepreneurs et les médias avaient pris le relais". » ⁴

12

De ce qui précède, il convient de déduire d'abord que la mainmise du pouvoir économique sur l'appareil d'État oblige les gouvernants, quelle que soit leur couleur politique, à ménager les intérêts des véritables décideurs et surtout à ne pas tenter d'attribuer à mauvais escient les juteux négoes que d'aucuns se sont depuis longtemps arrogés.

Il faut ensuite prendre en considération le fait que les intérêts économiques ne coïncident pas forcément avec les loyautés politiques... Il n'est donc pas surprenant que médias et chefs d'entreprises de sensibilité conservatrice aient rejoint ceux de sensibilité libérale dans le soutien actif au coup d'État. La crainte de se voir restreints ou lésés dans leurs activités économiques constituait pour l'oligarchie locale un motif plus que suffisant pour chercher à se débarrasser d'un président – fût-il issu de leurs propres rangs – qui avait eu l'indélicatesse de mettre en péril leurs intérêts prospères.

³ Directeur de l'équipe de réflexion, recherche et communication (ERIC pour son sigle en espagnol) de la communauté jésuite au Honduras ; par ailleurs directeur de Radio Progreso.

⁴ Los poderes fácticos en Honduras : las mafias de los ricos, de los políticos y del narcotráfico, 14 décembre, 2006 <http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/7371> (les pouvoirs *de facto* au Honduras : les mafias des riches, des politiciens et du narcotrafic).

La crise actuelle au Honduras relève donc moins d'un affrontement politique que d'une guerre de clans. Ainsi par exemple, le rapport de la SIP 2005 rapporte que le directeur de *La Prensa* Jorge Canahuati (PN) a été poursuivi en justice par Jaime Rosenthal Oliva (PL, propriétaire de *Diario Tiempo, Canal 11*) pour avoir publié une information se rapportant à un conflit agraire impliquant la Banque Continentale, une des entreprises du groupe Continental (communication, restaurants, ciment, énergie, etc.) que dirige M. Rosenthal. Le fils de ce dernier, qui a été le ministre de la présidence (l'équivalent du Premier ministre) de M. Zelaya, a démissionné en 2007 pour rejoindre la fraction du président du congrès Roberto Micheletti.

Dis-moi ce que tu produis et je te dirai pour qui tu gouverneras !

À ce panorama complexe s'ajoute le fait que les différentes régions mettent en avant différents secteurs d'activités et que le fait de favoriser le développement économique des unes peut apparaître comme un préjudice pour les autres.

Le document stratégique 2007-2013 concernant les programmes de coopération de l'Union européenne relève par exemple «une fragmentation du territoire accompagnée de déséquilibres croissants en terme de développement territorial⁵. La libéralisation commerciale dans le cadre du CAFTA⁶ va certainement bénéficier aux régions qui exportent déjà, appauvrissant dans le même temps celles qui produisent des biens moins compétitifs, spécialement dans l'agriculture. De même, le développement d'un plus important réseau d'infrastructures connectant le Honduras avec ses voisins semblerait renforcer la concentration de l'économie le long des principaux axes de communication, laissant de côté la population rurale qui subit déjà le pire en matière de pauvreté. En particulier

13

⁵ Le gros de la croissance et du développement national est concentré dans une quantité limitée de régions, situées dans le triangle formé par les villes de Puerto Cortés, La Ceiba et Tegucigalpa. Des régions entières dans l'est et le sud est, e.a. qui accusent déjà les plus mauvaises performances en terme d'IDH, se trouvent encore plus marginalisées (Note du document original).

⁶ DR CAFTA : Dominican Republic–Central America Free Trade Agreement. Traité de libre-échange signé en 2004 entre les États-Unis et les pays d'Amérique centrale et entré en vigueur après ratification par les parlements de chacun des pays signataires. (N. d T.)

l'écrasante majorité de la population rurale vivant dans les territoires forestiers court le risque d'être dramatiquement affectée par la migration rurale »⁷.

Ainsi le nord industriel ne défend pas forcément les mêmes intérêts économiques que l'ouest, producteur de café ou le département d'Olancho, où se concentrent les activités liées à l'extraction de bois. Dans cette mesure, certaines politiques ont favorisé directement les activités économiques de certaines familles. Miguel Facussé, qui à la tête du groupe DINANT possède, entre autres, des entreprises de transformation de l'huile de palme, en est un bon exemple. Après avoir activement soutenu en 1992, la loi de modernisation agraire qui redéfinissait les modalités de l'accès à la propriété – ou pour le dire autrement facilitait sa privatisation –, il a peu à peu accaparé, en les rachetant à un prix dérisoire, une grande partie des terres jusque-là détenues par des coopératives agricoles. Celles-ci avaient été impulsées dans les années 60-70, à l'époque où, dans le cadre de « l'Alliance pour le progrès », le Honduras a connu un processus de distribution agraire⁸.

14

Chercheur au Centre d'Études Rurales au Nicaragua, Eduardo Baumeister signale qu'« au Honduras, pour l'alliance politico-militaire qui impulse la réforme agraire, celle-ci est autant un instrument de modernisation agraire, incluant les secteurs populaires, qu'un mécanisme de contrôle de secteurs potentiellement facteur d'insurrections »⁹. Promues dans un but de contrôle des zones rurales, les coopératives créées à l'époque ont très tôt été encouragées à la production d'huile de palme, dont le Honduras est actuellement le leader incontesté dans la région. L'huile de palme représente 10% du PIB du Honduras. À l'ère de l'essor du marché des agrocarburants, il apparaît donc comme crucial que le soutien des institutions qui déterminent les choix en matière de production énergétique ne fasse pas défaut.

Sur le terrain politique comme sur le terrain du *green business* les décisions des uns peuvent empiéter sur les intérêts des autres. Ainsi il n'est pas sûr que le faux nez écologique des carburants

⁷ UE Country Strategy Paper 2007-2013, http://www.delnic.ec.europa.eu/en/docs/HONDURAS_EN.pdf

⁸ L'époque de l'alliance pour le progrès, impulsée par les États-Unis, coïncide avec celle de la révolution verte. cf. Hélène Roux, « Actualité des réformes agraires en Amérique latine », in : *Le volcan latino-américain* (ouvrage collectif, Ed. La Discorde, 2008).

⁹ Eduardo Baumeister, *Iniciativas campesinas y la sostenibilidad de los resultados de la reforma agraria*, Popular Coalition/UNRISD, 1999.

verts fasse bon ménage avec le faux nez environnemental de la gestion des forêts et de la biodiversité. Or au Honduras, dans un cas comme dans l'autre, les enjeux sont forts et sur le terrain, les rivalités entre groupes d'intérêts sectoriels, pour peu qu'elles soient liées à des subsides ou à des attributions de marché, peuvent avoir un caractère autrement plus rude que les affrontements que se livrent les lobbies sur fond de discours policés dans l'enceinte des institutions et des bailleurs de fonds internationaux.

Le coup d'État dans la perspective des plans d'intégration régionaux

Il est important d'insister sur le rôle des acteurs locaux mais également de comprendre comment ils se positionnent dans le cadre plus vaste des enjeux économiques régionaux.

Appréhender le conflit actuel et les négociations internationales qui tentent de le résoudre, depuis une perspective géostratégique, en examinant en quoi les intérêts économiques internationaux actuellement en jeu coïncident ou diffèrent avec les préoccupations immédiates des acteurs locaux, permet d'aller au-delà de la lecture géopolitique privilégiée jusqu'ici par bien des observateurs internationaux – mais peu de Honduriens. Celle-ci tend à limiter les explications à une opposition entre blocs idéologiquement marqués par ces mêmes schémas qui, depuis des décennies – et il y a trente ans pour la dernière fois dans le cas du Nicaragua – ont fait de l'Amérique centrale un terrain d'affrontement Est-Ouest, puis Nord-Sud.

En effet, ni le fait d'agiter le spectre du péril communiste, dans sa version « socialisme du 21^e siècle » actualisée, ni le fait d'afficher les biographies des militaires honduriens et leurs liens avec l'École des Amériques – même si ces derniers ne doivent pas être sous-estimés et encore moins occultés – ne suffisent à eux seuls à saisir toute la dimension de ce qui se joue actuellement à la table de négociations, en termes d'intérêts économiques et géostratégiques.

Le Honduras constitue une pièce clé au sein de différents projets d'intégration régionale, dans lesquels tant les États-Unis que l'Union européenne ont des intérêts parfois concurrents mais souvent complémentaires. Dans le premier cas, il s'agit du Projet *Mesoamérica*, dans le second, des négociations autour de l'Accord de Partenariat Commercial entre l'Union européenne et les pays d'Amérique centrale.

Le plan *Mesoamérica* est un ambitieux plan de développement d'infrastructures, qui à l'origine avait été mis en place en 2000 sous le nom de *Plan Puebla Panamá*. Mis en veilleuse pendant

plusieurs années, notamment au Mexique, le plan a été réactivé à partir de 2006 et étendu à la Colombie. L'interconnexion électrique de toute la région à travers le système d'interconnexion électrique pour l'Amérique centrale (SIEPAC) constitue un projet de grande importance. Il est destiné principalement à « favoriser le climat des affaires » – comme il est stipulé dans les documents de présentation officiels. C'est-à-dire fournir les moyens *ad hoc* pour permettre le bon fonctionnement des entreprises susceptibles de s'installer dans la région mais aussi, à plus long terme, de raccorder le système électrique centraméricain au marché étasunien. C'est pourquoi diverses entreprises, principalement européennes, sont sur les rangs pour la construction d'infrastructures (barrages, projets éoliens) ainsi que pour la distribution (l'entreprise espagnole *Union Fenosa*, notamment).

16

Le développement du réseau routier et portuaire, destiné à assurer une circulation pérenne des marchandises, constitue également un volet important du projet *Mesoamérica* et dans ce domaine, le Honduras joue un rôle particulièrement important. Il est en effet le seul pays d'Amérique centrale disposant d'installations portuaires modernes et surtout *désenclavées*, sur sa vaste façade atlantique. En effet, Puerto Cortés qui fait directement face à La Nouvelle-Orléans est très proche de San Pedro Sula, la capitale industrielle du pays, haut lieu de concentration de la production *maquiladora*. La BID, la BCIE, la BM, des Organisations Intergouvernementales et les gouvernements locaux destinent un budget de 250 millions de dollars à la construction du couloir interocéanique¹⁰, une voie rapide (également connue comme canal sec) unissant Puerto Cortés avec le port de La Union, situé sur la côte pacifique salvadorienne. Il convient de souligner que le Salvador est également un haut lieu d'implantation *maquiladora*, mais surtout il faut considérer l'intérêt stratégique de relier les côtes du Honduras qui regardent les États-Unis à celles du Salvador qui regardent vers l'Asie, son gigantesque marché et ses centres de production à encore plus bas coûts que ceux de l'Amérique centrale.

D'autres couloirs reliant l'Atlantique hondurien au Salvador sont prévus – mobilisant également des centaines de millions de dollars –, ainsi qu'un couloir, reliant ici encore la côte atlantique hondurienne au port mexicain de Coatzacoalcos (État de Veracruz),

¹⁰ L'ensemble des projets du plan *Mesoamérica* peuvent être consultés sur le site: <http://www.proyectomesoamerica.org/cartera.php>. Pour voir le détail du couloir interocéanique susmentionné voir: <http://www.proyectomesoamerica.org/proyectosPM.php?proyecto=83>

lequel est un important terminal industriel et pétrolier relié à son tour à celui non moins stratégique de Salina Cruz sur la frange pacifique de l'isthme de Tehuantepec (État de Oaxaca).

Enfin, il est indispensable de situer la position du Honduras dans le cadre des initiatives en matière énergétique qui concernent toute la région, voire au-delà. D'une part, comme on l'a évoqué plus haut, le Honduras est amené à être un maillon important dans la chaîne de production d'agrocarburants. Des pourparlers sont déjà en cours avec la Colombie et le Brésil pour l'implantation d'entreprises de transformation de l'huile de palme. D'autre part, comme d'autres pays de la région, le Honduras s'était placé sur les rangs pour accueillir le projet de raffinerie (de pétrole) en Amérique centrale dans le cadre du projet *Mésoamérica*. Une fois encore, la topographie du Honduras lui conférerait des avantages qui font défaut au Guatemala, trop accidenté. La construction de cette raffinerie, en discussion depuis 2006 ¹¹, devait se réaliser dans le cadre du Programme d'Intégration Énergétique Mésoaméricaine (PIEM) qui inclut le Belize, la Colombie, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, Panamá et la République Dominicaine. Mais bien que la BID ait débloqué des fonds pour la prospection, le projet – essentiellement impulsé par le gouvernement mexicain, puisque c'est principalement PEMEX qui y trouverait un débouché – semble de nouveau au point mort ¹². De plus, il est désormais concurrencé par un autre similaire, impulsé cette fois par le Venezuela qui lui a arrêté son choix sur le Nicaragua pour l'implantation de la raffinerie. Or il convient de rappeler que le premier bénéfice qu'attendait le président Zelaya de son adhésion à l'ALBA portait sur les avantages offerts par la signature de l'accord PETROCARIBE. La classe politico-entrepreneuriale locale ne s'est d'ailleurs pas trompée sur les profits qu'elle pouvait tirer d'un carburant moins cher et a dans l'ensemble soutenu l'initiative.

À ce panorama, il faut encore ajouter les intérêts des entreprises minières, principalement canadiennes, dont la politique de prospection et d'extraction agressive mobilise depuis des années les mouvements sociaux coalisés au niveau régional au sein du front de résistance contre l'extraction minière.

Enfin, sur ce damier, l'Union européenne et ses entreprises ne sont pas en reste pour placer leurs pions. Depuis les projets

¹¹ Voir l'article que le quotidien espagnol *El País* a consacré à ce sujet : http://www.elpais.com/articulo/internacional/construccion/gran/refineria/divide/Centroamerica/elpepuint/20070410elpepuint_4/Tes

¹² Voir : <http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/9423>

de reconstruction post Mitch (qui se poursuivent 10 ans après), passant par les contrats pour l'adduction d'eau et la gestion des ressources naturelles, largement chapeauté par la puissante agence de coopération au développement allemande (GTZ), jusqu'aux négociations de l'Accord d'Association commerciale (AdA) actuellement en cours, elle est un acteur très présent, influent non seulement sur le terrain économique mais aussi sur celui de la politique. Dans le cadre du mécanisme de « dialogue politique » qui constitue un des piliers des négociations de l'AdA, des fonds sont destinés à promouvoir les mécanismes d'intégration régionale.

Vieille rengaine ou coup d'État « d'un nouveau genre » ?

Vu sous cet angle, on peut considérer que le ballet diplomatique en cours pour obtenir le rétablissement de l'ordre institutionnel au Honduras obéit à des intérêts autrement plus importants que le seul fait de prendre idéologiquement fait et cause pour ou contre le président Zelaya.

18

Mesurés à l'aune des intérêts en jeu, il n'est pas sûr, en effet que l'administration étasunienne ou même l'Union européenne ait pu souscrire à l'aventure putschiste qui n'aurait de toute façon pas manqué de perturber les affaires en cours et ce, même si elle n'avait provoqué que de légers remous—ce qui, de manière prévisible, n'a pas été le cas.

Du côté centraméricain, le ton est amer aussi : un simple coup d'œil dans la presse régionale – celle du Costa Rica en tête—suffit pour prendre la mesure du courroux de dirigeants et d'une classe entrepreneuriale qui se plaignent du retard pris, à cause du Honduras, dans les négociations commerciales, notamment celles prévues avec l'Union européenne.

Le 30 juin 2009 le *New York Times* rapporte que selon les déclarations d'un représentant officiel de l'administration étasunienne, « il était question de comment démettre le président de ses fonctions, de comment il pourrait être arrêté et sur quelle autorité s'appuyer pour cela ». Mais, poursuit le quotidien, « le représentant de l'administration a dit que les spéculations portaient sur des manœuvres juridiques pour démettre le président, pas sur un coup d'État »¹³.

Et en effet, des démarches préliminaires avaient bien été engagées dans ce sens, comme par exemple, les déclarations d'Otto Reich en avril dernier accusant le président Zelaya de corruption

¹³ *The New York Times*, June 30, 2009: « In a Coup in Honduras, Ghosts of Past U.S. Policies », By Helene Cooper and Marc Lacey.

pour avoir couvert – et même encouragé – des employés de l'entreprise publique *Hondutel* convaincus d'avoir accepté des pots-de-vins pour favoriser l'entreprise de télécommunication étatsunienne *Latin Node*. L'affaire a fait grand bruit, tant au Honduras qu'aux États-Unis. Une procédure a été engagée à Miami et pendant que la firme *Latin Node* plaidait coupable et s'acquittait d'une amende de 2 millions de dollars, le président Zelaya, outragé, voyageait à Miami pour attaquer ses détracteurs en diffamation¹⁴. Un des arguments avancés pour accréditer le caractère malintentionné de l'accusation mentionnait le fait que l'ex haut fonctionnaire de l'administration étatsunienne Otto Reich, aujourd'hui reconverti en avocat d'affaires, aurait représenté les intérêts de firmes concurrentes de *Latin Node*. À défaut de pouvoir approfondir ici les détails qui confirmeraient cette affirmation, on ne peut s'empêcher de considérer cette histoire – et les manœuvres qui l'accompagnent – sous l'angle de la concurrence effrénée que se livrent les entreprises pour le contrôle du marché émergent et très prometteur des télécommunications. Ni de noter au passage – sans pouvoir en l'état actuel établir un lien évident avec l'affaire susmentionnée – le fait que deux ex-présidents du Honduras, Leonardo Callejas et Ricardo Maduro (PN), ont été recrutés en 2006 par la firme de télécommunications Witel pour contribuer à conquérir les marchés liés au développement des services de communication – en particulier en zone rurale – dans toute l'Amérique centrale¹⁵.

19

Quoi qu'il en soit, un scénario juridique, impeccablement légaliste, visant à faire tomber un président pour corruption, paraissait mieux en accord avec l'image que tant l'administration étatsunienne que l'Union européenne cherchent à se donner, concernant le respect des normes démocratiques. D'autant plus que les liens unissant des lobbyistes étatsuniens à de hauts fonctionnaires de la Cour Suprême du Honduras auraient pu utilement favoriser un tel stratagème.

Mais contrairement à ses lointains mentors, qui pouvaient se permettre d'envisager un scénario en accord avec leurs intérêts

¹⁴ « Reich, a accusé le président hondurien Manuel Zelaya d'être lié au cas de "dessous de table" distribués à des employés de l'Entreprise Hondurienne de Télécommunications (Hondutel) par la compagnie Latin Node, raison pour laquelle il a été menacé d'être attaqué devant un tribunal à Miami, États-Unis, afin de laver l'image et la dignité du président hondurien. » <http://www.hondudiario.com/nacionales=4223.php>

¹⁵ cf: <http://hispanicprwire.com/generarnews.php?l=es & id = 6455 & cha = 13>

économiques sur le long terme, pour l'oligarchie hondurienne, témoin direct de la montée en puissance d'un mouvement social en pleine vitalité, l'heure n'était pas aux attermolements. Paradoxalement, c'est l'observation lucide de l'aspiration de la population à créer les conditions d'une nouvelle donne dans l'exercice du pouvoir et de la démocratie qui a poussé la classe politique et les militaires à cette brutale saillie. C'est le constat que dresse la présidente du COFADEH, Bertha Oliva de Nativi: « Les groupes, les gens qui ont toujours contrôlé ce pays ont vécu dans un état d'impunité éternelle qui leur garantissait le pouvoir sur le peuple, qui en tant que tel, survivait tout juste. Alors, ils ont compris que si la population hondurienne était consultée, ils allaient perdre le contrôle et le pouvoir de continuer à manipuler la Cour suprême, le Congrès, le Tribunal supérieur des comptes [la Cour des comptes], le Tribunal suprême électoral, le Ministère public. C'est cela dont ils ont eu peur. Alors ils ont accéléré, ils ont commis cette balourdise... »

20

Au Honduras, les spéculations vont bon train sur le maintien de la cohésion qu'affichent pour le moment les politiciens putschistes et les militaires. Parmi les premiers, qui avaient d'abord misé sur une transition « sans douleur », des doutes apparaissent face au prolongement de la crise et l'objectif de sauver leur carrière politique et leur avenir économique reprenant le dessus, certains essaient de tirer discrètement leur épingle du jeu. Ce serait par exemple le cas de l'ex-président Carlos Flores Facussé, qui aurait tenté dès le début juillet de jouer les médiateurs avec Washington.

« Dans leur esprit, en faisant un coup d'État, ils pensaient nous envoyer un message de peur. Ce que je crois c'est que nous sommes ici en présence d'une classe politique vorace à l'extrême et qui en plus, jouit d'impunité. Et cette situation les a mené à aller toujours plus loin, croyant que le peuple allait supporter parce que l'impunité leur était garantie... Mais je crois que c'est là-dessus qu'ils font erreur, c'est un mauvais calcul qu'ils ont fait » estime Bertha Oliva de Nativi.

Si en fin de compte la sortie de crise exige la désignation d'un coupable, l'armée, quant à elle, rechignera sans doute à jouer seule le rôle de bouc émissaire... que certains politiciens et entrepreneurs semblent déjà prêts à lui attribuer, espérant ainsi être blanchis de leur adhésion au putsch. Car s'il est vrai qu'en matière de techniques contre-insurrectionnelles, nombre de militaires ont été à bonne école (celle des Amériques), il semble que cette fois l'élève, en pensant subjugué le maître, n'a pas compris à temps que les vieilles recettes d'antan étaient aujourd'hui caduques: « Il y a une force qu'ils ne peuvent pas contrôler et je crois qu'ils n'ont pas bien étudié cet aspect, parce qu'ils se sont basés sur les résultats qu'ils

avaient obtenus par le passé, c'est-à-dire que les gens se réfugiaient chez eux», affirme Bertha Oliva de Nativi, dont l'organisation s'est formée comme conséquence des années de terreur, de meurtres et de tortures subis à l'époque de la politique dite «de sécurité nationale».

Le COFADEH s'est fortifié–endurci pourrait-on dire –, sous les coups de la répression, à l'instar de la plupart des organisations sociales, méconnues et souvent oubliées par la solidarité internationale.

Fortes de cette expérience qui leur a permis de tirer les leçons des heures sombres de la dictature, les organisations populaires honduriennes –dont les protagonistes du putsch avaient notablement sous estimé la force – se sont révélées, dans cette nouvelle épreuve, l'élément le plus cohérent et le plus déterminé dans la résistance.

Il sera désormais difficile aux adeptes des tractations officielles qui se jouent en coulisse, ou aux politiciens versatiles d'imposer une solution depuis le haut, car si le coup d'État aura eu au moins un avantage, c'est celui de permettre au mouvement social hondurien de mesurer l'ampleur de sa force et sa capacité, jusqu'alors insoupçonnée, à prendre son destin en main.

Contrairement à ce que d'aucuns semblent croire, la solution du conflit et le futur du Honduras ne s'inscrit ni sous le signe de la restauration d'une démocratie de façade prônée par Washington ni sous celui des promesses de l'ALBA, mais est ancré dans les mobilisations incessantes des communautés *garifunas* (afro-descendantes) contre l'invasion de leurs côtes par des complexes touristiques, par la lutte infatigable des paysans d'Olancho qui s'attachent aux arbres pour s'opposer à leur abattage par les trafiquants de bois, par la résistance des paysans du MCA ¹⁶ à la spoliation de leurs terres, par les revendications salariales des ouvriers des bananeraies et des *maquiladoras*, par le refus des enseignants à reprendre les cours dans un contexte de dictature, par la clameur des indigènes du COPINH ¹⁷ dont «les voix pleines de

¹⁶ Movimiento Campesino del Aguán: implanté dans le département du même nom, les paysans de l'Aguán ont récupéré les terres d'un ancien centre d'entraînement militaire (le CREM). Nombre de ses membres ont été assassinés par des nervis aux ordres des grands propriétaires terriens des alentours.

¹⁷ COPINH: Consejo Civico de Organizaciones Indigenas de Honduras. (Conseil Civique des Organisations Indigènes du Honduras) qui se compose des représentants des peuples Lenca, Pech, Misquito, Chorti, Nahua, Tawahka, Tolupan.

vie s'élèvent, avec la force ancestrale de Iselaca, Lempira, Mota et Etempica ¹⁸, [pour] la justice, la dignité et la paix» et par la devise qui rythme les manifestations du COFADEH: «Des faits et de leurs auteurs, Ni oubli Ni pardon !»

Août 2009

Bibliographie

En français:

- André Marcel D'Ans, *Le Honduras, difficile émergence d'une Nation, d'un État*, Éd. Karthala, 1997.
- André Marcel D'Ans, *Géopolitique d'un désastre, le Honduras après l'ouragan Mitch*, Éd. Karthala, 2005.

Articles:

- 22
- Cecilia Baeza et Nicanor Madueño, «Coup d'État au Honduras: un regard historique sur un phénomène nouveau», (1 à 4) juillet 2009
[http://www.opalc.org/web/index.php?option=com_content & view = article & id = 314: coup-detat-au-honduras-un-regard-historique-sur-un-phenomene-nouveau-1](http://www.opalc.org/web/index.php?option=com_content&view=article&id=314:coup-detat-au-honduras-un-regard-historique-sur-un-phenomene-nouveau-1) & catid = 124: democratie-et-representation & Itemid = 212
 - Hélène Roux, «Actualité des réformes agraires en Amérique latine», in *Le volcan latino-américain* (ouvrage collectif), Éd. La Discorde, 2008.

En espagnol:

- Miguel Alonzo Macias, Sj., *La capital de la Contrareforma agraria, el Bajo Aguán de Honduras*, Editorial Guaymuras, 2001.
- Ouvrage collectif: *Honduras: Prensa, poder y democracia*. Centro de Documentación de Honduras (CEDOH) 2002.
- Ramon Amaya Amador, *Biografía de un machete* (Roman, 1959). Ed. Guaymuras Segunda Ed. 2003.

Articles:

- Leticia Salomón, «Políticos, empresarios y militares: protagonistas de un golpe anunciado», *Revista Envío*, Nicaragua, Julio 2009.

¹⁸ Caciques indiens ayant résisté à la conquête espagnole.

- Ismael Moreno, Sj., « Los contenidos de la Cuarta Urna », *Revista Envio*, Nicaragua, mayo 2009.
- Thelma Mejía, « Los poderes fácticos en Honduras: las mafias de los ricos, de los políticos y del narcotráfico », Diciembre 2006 <http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/7371>
- Eduardo Baumeister, *Iniciativas campesinas y la sostenibilidad de los resultados de la reforma agraria*, Popular Coalition/UNRISD, 1999.

